



FACT DIALOGUE

Forest, Agriculture & Commodity Trade



Rapport d'avancement du Dialogue FACT 2023

Message des coprésidents

Le gouvernement du Royaume-Uni et le gouvernement indonésien ont eu le plaisir de continuer à coprésider le dialogue sur la forêt, l'agriculture et le commerce des produits de base (FACT) jusqu'en 2023. Ensemble, et en partenariat avec d'autres pays membres du FACT, nous avons évolué dans les quatre domaines thématiques de la feuille de route du FACT, présentée lors de la COP26, afin de nous rapprocher de notre objectif commun de développement et de commerce durable, tout en protégeant les forêts et d'autres écosystèmes essentiels

En tant que coprésidents, nous avons été ravis de constater, tout au long de l'année, l'engagement et la volonté des pays de participer à des discussions constructives et d'apprendre les uns des autres. Nous avons compris l'intérêt de réunir des pays pour partager des expériences et des exemples pratiques, ce qui permet aux pays d'apprendre les uns des autres afin d'éclairer leurs propres actions nationales. Mais les défis auxquels nous sommes confrontés sont encore considérables. Des progrès notables sont réalisés en vue de dissocier la déforestation du commerce des produits de base, mais nous sommes conscients de l'urgence et de la complexité croissante de ce défi. Nous reconnaissons que l'esprit de collaboration, de dialogue ouvert et de coopération au sein du FACT reste essentiel pour la promotion de ce programme.

Le Royaume-Uni et l'Indonésie sont fiers de leur coopération sur le Dialogue FACT depuis la COP26. L'Indonésie a apprécié l'opportunité de mettre en place le Dialogue FACT en tant que plateforme collaborative pour le dialogue et de faire avancer les actions de la feuille de route du Dialogue FACT, mais il est important d'apporter constamment de nouvelles idées et une nouvelle énergie à l'équipe dirigeante. Il a été envisagé que le FACT ait des coprésidences alternées pendant toute la durée du dialogue. Dans ce contexte, la présidence de l'Indonésie prendra fin en mars 2024, et nous nous réjouissons de passer le relais à un nouveau pays qui saura tirer parti des progrès accomplis jusqu'à présent. L'Indonésie

restera impliquée dans le dialogue à un niveau de direction, en assumant la codirection du domaine d'action « Commerce et marchés ».

En amont de cette transition, le Royaume-Uni et l'Indonésie sont heureux de collaborer à la préparation de la prochaine réunion du Forum en personne, qui aura lieu début 2024 en Indonésie. Ce forum de trois jours réunira les fonctionnaires du FACT pour un dialogue approfondi et mettra l'accent, cette année, sur le commerce et les marchés. Nous sommes ravis d'accueillir les délégués en Indonésie pour faire progresser le dialogue sur ces sujets importants.

La nécessité pour le Dialogue FACT de fournir cet espace est plus pertinente que jamais. Le changement d'affectation des terres et la déforestation représentent toujours 25 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les ambitions cruciales de la Déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'affectation des terres et des objectifs de développement durable ne sont pas atteintes. Parallèlement, les changements et l'introduction de nouvelles réglementations dans cet environnement signifient que les pays ont besoin d'un soutien supplémentaire pour leur permettre d'assurer la durabilité de leurs chaînes d'approvisionnement, comme l'exigent les consommateurs. Nous restons fermement convaincus que le Dialogue FACT occupe une position unique pour non seulement façonner les politiques, mais aussi pour garantir que les pays collaborateurs ont une voie égale lors de l'examen et de la mise en œuvre des réglementations. Seule la collaboration nous permettra d'atteindre nos objectifs communs.

Les coprésidents du FACT remercient tous les gouvernements pour leur participation active au Dialogue FACT. À l'approche de 2024, nous invitons les membres du FACT à poursuivre et à renforcer leurs engagements au sein du Dialogue et à rester engagés tant sur le plan politique que sur le plan technique. Nous encourageons les pays à participer de manière active et constructive, en utilisant le FACT comme une plateforme pour renforcer les actions visant à résoudre les crises du climat et de la biodiversité par la promotion de moyens de subsistance durables.



En un coup d'œil



Réunions (6)

- Réunion sur la théorie du changement en matière de recherche, de développement et d'innovation - 28 février 2023
- Réunion intermédiaire du groupe d'action sur la traçabilité et la transparence - 3 mai 2023
- Réunion des délégués africains - 30 mai 2023
- Première série de séminaires pour les petits exploitants - 5 juillet 2023
- Réunion du groupe d'action sur la traçabilité et la transparence - 7 novembre 2023
- Deuxième série de séminaires pour les petits exploitants - 9 novembre 2023



Recherche

- Revue de la littérature sur la recherche, le développement et l'innovation
- Rapport sur la cartographie des petits exploitants
- Rapport du World Resources Institute (WRI) sur la traçabilité et la transparence
- Étude sur la durabilité du commerce et du développement des marchés



Événements (2 organisés par le Secrétariat)

- Retraite FACT - 27-30 mars 2023
- Événement multipartite FACT Dialogue - 5 avril 2023



Événements externes (7)

- Événement Kew Gardens - 29 mars 2023
- Événement des parties prenantes d'ADP - 10 mai 2023
- Réunion de la coalition FACT-UNFSS pour mettre fin à la déforestation - 22 mai 2023
- Le commerce favorable à la nature pour mettre en œuvre le cadre mondial de la biodiversité : le rôle des entreprises - 15 juin 2023
- Réunion du FCLP - 20 juin 2023
- Événement du Hub pour le commerce du PNUE - 27 septembre 2023

Introduction

Le présent rapport d'étape a été élaboré par le secrétariat du FACT en vue d'informer les pays membres du FACT et l'ensemble des parties prenantes des progrès accomplis en 2023.

Le Dialogue FACT est coprésidé par les gouvernements de l'Indonésie et du Royaume-Uni et réunit 28 pays qui sont d'importants producteurs et consommateurs de produits agricoles et forestiers faisant l'objet d'un commerce international. Il vise à partager collectivement les meilleures pratiques et à développer des actions qui peuvent être liées à des politiques, des approches volontaires, des technologies et des innovations pour la protection des forêts et d'autres écosystèmes clés, tout en promouvant le commerce et le développement durable.

La mise en œuvre de la **feuille de route du Dialogue FACT** a continué d'orienter les domaines d'action prioritaires de l'initiative dans les quatre domaines thématiques que sont le commerce et les marchés, la traçabilité et la transparence, le soutien aux petits exploitants et la recherche, le développement et l'innovation. De plus en plus, les pays membres du FACT reconnaissent la nécessité de faire avancer ces discussions ensemble et de briser les « silos » qui entravent la collaboration.

Depuis le **lancement du dernier rapport d'étape lors de la COP 27** à Sharm El Sheik, en Égypte, les travaux se poursuivent afin d'aider les pays à prendre des mesures qui favorisent le commerce et le développement durable dans le contexte d'un paysage réglementaire mondial en évolution rapide. Les représentants des pays participant au Dialogue se sont réunis pour la première fois au Royaume-Uni en mars 2023 pour une retraite de trois jours, au cours de laquelle ils ont réitéré leur engagement à mettre fin à la perte de forêts et à contribuer aux objectifs du FACT. Ils ont reconnu que la valeur du FACT réside dans l'échange franc, honnête et respectueux entre les membres, et qu'il constitue une plateforme d'apprentissage, de construction de relations et de discussions informelles sur des questions complexes et sensibles. En conclusion de la retraite, les pays membres du FACT ont également reconnu qu'il existe des défis importants liés à l'évolution du paysage

réglementaire, notamment en ce qui concerne la diligence raisonnable, la traçabilité et la transparence des pays consommateurs, ainsi que la nécessité essentielle de soutenir les petits exploitants agricoles.

L'impact du dialogue commence à se faire sentir, tant au niveau national qu'international. En Indonésie, le développement durable et le commerce sont des priorités de l'agenda politique national. Le Dialogue a permis de modifier la réglementation, de contribuer à la coordination entre plusieurs ministères et départements et de faciliter la formation de nouvelles coalitions et de groupes de travail pour lutter contre la déforestation associée aux produits de base.

Les progrès réalisés par les pays membres du FACT ont contribué à démontrer et à signaler la direction à suivre pour atteindre les objectifs de la feuille de route du FACT. L'année dernière, par exemple, la deuxième version renforcée des normes relatives à l'huile de palme durable de Malaisie (MSPO) a été lancée. Au Ghana, une feuille de route pour l'action a été élaborée au niveau national, alignée sur les travaux techniques et les échanges en cours au sein du FACT et alimentée par ceux-ci. Au Brésil, nous avons vu les taux de déforestation chuter grâce à l'application du code forestier qui a permis de réduire les pratiques de défrichement illégales. Au Royaume-Uni, le dialogue a permis d'obtenir des informations importantes qui contribuent à la conception et à l'élaboration de nouvelles réglementations en matière de diligence raisonnable.

Le FACT est resté présent et pertinent dans les processus internationaux, apportant des contributions significatives et partageant régulièrement des informations pour assurer la complémentarité avec le **Partenariat des leaders pour les forêts et le climat** (FCLP), le **Partenariat des déclarations d'Amsterdam** (ADP), **l'initiative Trade Hub** et la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

En 2023, les travaux sur les domaines thématiques du FACT ont abouti à une série de réunions visant à traiter certaines des questions les plus difficiles, à identifier et à comprendre les besoins et les lacunes liés à la traçabilité et à la transparence, et à partager les meilleures pratiques afin d'accroître le soutien aux petits exploitants agricoles.





Développement du commerce et des marchés

En 2022, ce domaine était axé sur les domaines d'action prioritaires (i) et (ii) de la feuille de route FACT, en établissant des méthodes de travail¹ tout en menant des discussions sur un exercice de cartographie indépendant visant à définir le rôle du FACT dans le paysage plus large des efforts internationaux afin de trouver un terrain d'entente sur la durabilité et le commerce.

Sur la base de cet exercice de cartographie, des mises à jour sur le FACT ont été fournies au **Comité du commerce et de l'environnement (CCE) de l'Organisation mondiale du commerce** et ont fait l'objet d'un engagement informel avec des organisations basées à Genève, notamment le Secrétariat de l'OMC, le **Centre du commerce international**, la **Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)** et le **Forum sur le commerce, l'environnement et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)**. Les coprésidents et le secrétariat du FACT se sont également engagés avec le Partenariat des déclarations d'Amsterdam et le projet Environment & Trade Hub du programme des Nations unies pour l'environnement afin d'échanger des informations, d'apprendre et de fournir des mises à jour.

Au cours de l'année 2023, les membres du FACT participant au domaine thématique du développement du commerce et des marchés ont progressé dans les domaines d'action (iii) et (iv) identifiés dans la feuille de route du FACT, qui sont des questions urgentes dans le discours politique mondial, à savoir : l'identification des facteurs d'évaluation de la production durable (iii), et la reconnaissance du marché (iv).

L'une des questions les plus difficiles identifiées, qui est actuellement soulevée dans de nombreux forums internationaux traitant de la durabilité² dans le commerce, concerne la reconnaissance par le marché des approches nationales des pays producteurs en matière d'assurance de la durabilité.

¹ Y compris la création d'un « Forum du commerce et des marchés » FACT. En 2023, sur la base des commentaires des pays lors de la retraite au Royaume-Uni, le Secrétariat FACT a décidé de décloisonner ce groupe de forum et de réintégrer les discussions sur le commerce et les marchés dans le dialogue plus large. Les questions liées au commerce et aux marchés sont proposées comme priorité à l'ordre du jour de la prochaine retraite FACT en Indonésie en 2024.

² Par exemple, les sensibilités associées à la reconnaissance du marché national sont bien exprimées dans une lettre (datée du 7 septembre 2023) de 17 pays producteurs, dont beaucoup sont membres du dialogue FACT, concernant les réglementations de l'UE sur la déforestation. La lettre demandait la reconnaissance des pratiques et des conditions locales durables tout en soulignant la nécessité d'inclure les petits exploitants agricoles.

L'introduction de réglementations en matière de diligence raisonnable a accru la pertinence de ce sujet, les pays cherchant à comprendre comment ils peuvent démontrer leur conformité avec les exigences en constante évolution du marché. En tant qu'initiative offrant un espace unique de discussion entre les pays producteurs et consommateurs, le dialogue FACT a permis des échanges fructueux entre les décideurs politiques.

Lors de la retraite du FACT en 2023, des exposés ont été présentés par des représentants de pays qui ont adopté ou envisagent d'adopter de telles politiques. Plusieurs participants des pays producteurs ont soulevé des questions, citant les circonstances nationales et les initiatives existantes en matière de diligence raisonnable. La discussion a souligné la nécessité d'une communication et d'une compréhension accrues entre les pays producteurs et les pays consommateurs sur cette question, et plus généralement sur la durabilité des produits de base. Le Dialogue FACT continuera à fournir une plateforme pour mener cette discussion.

Une partie du défi réside dans la manière dont les décideurs politiques des pays producteurs et consommateurs évaluent et définissent la production durable de produits de base lors de l'élaboration de cadres politiques ou commerciaux connexes. Les perceptions, les définitions et les approches de la durabilité et de la production durable varient d'un pays à l'autre, et les mesures visant à atteindre la durabilité dépendent des circonstances nationales aux niveaux environnemental, social, économique et politique. Des efforts en faveur d'une production durable sont déployés dans tous les pays membres du FACT.

En 2023, le FACT a mis l'accent sur la compréhension des facteurs communs nécessaires à la production durable. Il s'agissait d'examiner les approches des industries du bœuf, du cacao, de l'huile de palme et du bois dans les différents pays producteurs et consommateurs de ces produits de base. Une étude interne de cadrage a été entreprise pour répondre aux questions soulevées jusqu'à présent dans le cadre du dialogue, pour favoriser et améliorer les discussions sur les produits de base durables et pour aider à identifier les domaines potentiels pour un engagement et une collaboration plus poussés. L'étude analyse les concepts et approches existants en matière de durabilité, en mettant en évidence les aspects de la durabilité - ou « facteurs » - les plus fréquemment utilisés pour évaluer le degré de convergence entre les produits de base et les zones géographiques, en vue d'informer les décideurs politiques qui utilisent ou conçoivent ces normes. Lors de la retraite, les participants ont examiné la méthodologie et la portée de l'étude, ainsi que la structure proposée d'une « matrice de production durable ».



Soutien aux petits exploitants

Les pays membres du FACT ont constamment souligné la nécessité de soutenir les petits exploitants agricoles qui doivent faire face aux effets de plus en plus graves du changement climatique ainsi qu'aux défis liés au maintien (ou à l'obtention) de l'accès au marché dans un environnement réglementaire mondial en pleine évolution. Il existe un consensus sur la nécessité d'équilibrer la production et la gestion durable des ressources, tant pour les résultats climatiques mondiaux que pour la résilience des moyens de subsistance. C'est en grande partie sur ce point que s'est axée l'action du FACT en faveur des petits exploitants en 2023.

En collaboration avec les pays membres du FACT, une étude de cadrage interne a été entreprise, explorant les domaines prioritaires et les lacunes afin de soutenir la mise en œuvre de la feuille de route du FACT, d'identifier les meilleures pratiques et d'accroître le soutien aux petits exploitants agricoles. Cette étude a joué un rôle important dans le processus de définition des priorités, un domaine clé de discussion lors de la retraite du FACT au début de l'année 2023. Au cours de cette session en présentiel, des représentants de l'Indonésie, de la Malaisie et du Ghana ont présenté des approches nationales visant à inclure les petits exploitants dans les systèmes de traçabilité et de transparence.

Les pays membres du FACT se sont mis d'accord sur six domaines prioritaires qui garantissent des approches équitables et intègrent la dimension de genre et qui guident le travail du FACT en vue d'un soutien accru aux petits exploitants agricoles :

Conformément aux actions de la feuille de route FACT, une série de séminaires à l'intention des petits exploitants a été lancée, offrant une plateforme d'échange de bonnes pratiques et contribuant à identifier des approches permettant d'accroître le soutien et le financement des petits exploitants.

Le premier séminaire s'est tenu en juillet 2023 et a porté sur le thème du revenu de subsistance (RS). Dans le cadre de ce dialogue multipartite, la **Communauté de pratique sur le revenu de subsistance** (COP LI) a présenté le concept de revenu de subsistance comme étant le revenu dont un ménage aurait besoin pour se permettre un niveau de vie décent ainsi qu'une résilience lui permettant de faire face à des événements inattendus. Elle a également examiné le rôle potentiel des gouvernements dans la mise en place d'un revenu de subsistance. Il a été suivi d'un dialogue de gouvernement à gouvernement sur les enseignements tirés du secteur du cacao, mettant en lumière un **atelier de la COP LI en Côte d'Ivoire** en mai 2023 et partageant les perspectives des pays. Les gouvernements du FACT ont fourni des exemples où le revenu de subsistance a été adopté dans divers outils réglementaires nationaux, régionaux et internationaux. Le gouvernement ghanéen a également fait part de ses efforts pour améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs en mettant en place des mécanismes de fixation des prix, en aidant les agriculteurs à établir leur budget sur la base des revenus escomptés, en accédant aux marchés régionaux, en introduisant des programmes d'amélioration de la production (par exemple, de nouveaux systèmes d'irrigation) et en promouvant l'accès au financement.





Le deuxième séminaire s'est tenu le 9 novembre 2023 et portait sur le renforcement des organisations de petits exploitants et la professionnalisation. Il était ouvert aux parties prenantes et aux pays et a connu une forte participation. Cet événement a permis d'assister à des exposés de l'association indonésienne des petits exploitants d'huiles de palme, du **Mécanisme forêts et paysans** et du représentant du Dialogue FACT du Cameroun. Les participants ont appris qu'il était important d'investir dans des organisations pour remédier au déséquilibre de pouvoirs et donner aux petits exploitants un plus grand pouvoir de négociation, avec le soutien potentiel de programmes d'incubation d'entreprises. Le groupe a entendu le point de vue d'un petit agriculteur sur les considérations intergénérationnelles découlant de l'évolution des réglementations et des technologies et a pris connaissance des défis en matière de communication et d'information associés au travail en milieu rural, en particulier dans un pays aussi vaste que l'Indonésie. Tous les intervenants ont souligné la nécessité pour la communauté mondiale d'accroître son soutien aux petits exploitants afin de parvenir à la durabilité et de répondre aux exigences internationales. D'un point de vue national, la coordination des parties prenantes et des petits exploitants reste un défi, notamment en ce qui concerne les coûts associés. La coordination interministérielle au Cameroun a été citée comme un bon exemple à suivre.

Ces séminaires à l'intention des petits exploitants se poursuivront en 2024 en vue d'une meilleure compréhension et d'un partage des enseignements. Ils incluront l'expertise des parties prenantes mondiales et nationales, offriront le point de vue des agriculteurs et permettront aux décideurs politiques de partager leurs approches nationales, ainsi que leurs défis et leurs réussites.



Traçabilité et transparence

La traçabilité et la transparence (T&T) restent au cœur des discussions entre les pays membres du Dialogue FACT, face à l'accélération des engagements gouvernementaux aux niveaux national, régional et international ; des engagements et des promesses du secteur privé ; et des exigences en matière de divulgation, de suivi et de rapportage.

Les principaux défis comprennent la mise en place de systèmes nationaux dans les pays producteurs pour s'adapter au changement rapide de l'environnement mondial et assurer des capacités, des financements et des technologies adéquats. Lors de la retraite organisée au Royaume-Uni et de plusieurs réunions intergouvernementales sur

le sujet en 2023 – sous la direction du Ghana et du Royaume-Uni en tant que pays co-facilitateurs en matière de T&T – les pays membre du Dialogue FACT ont constamment réitéré leur engagement en tant que groupe de travail collaboratif pour relever les nombreux problèmes complexes liés à la T&T dans les chaînes d'approvisionnement.

L'essentiel de l'accent en 2023 a porté sur la compréhension des lacunes dans les systèmes de T&T ; l'identification des facteurs de réussite ; et la création des conditions nécessaires au sein des systèmes de T&T pour assurer une utilisation des ressources plus efficace et plus durable, ainsi que la protection et la restauration des forêts. L'Institut des ressources mondiales (WRI), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Efeca ont réalisé une étude approfondie pour identifier les bonnes pratiques ; les conditions favorables ; et les obstacles à l'amélioration de la T&T dans les chaînes d'approvisionnement des produits agricoles. Les pays membres du Dialogue FACT ont participé à cette étude par le biais d'entretiens et ont eu plusieurs occasions de commenter la portée et le contenu des travaux. Cette contribution aidera à l'action collaborative entre les gouvernements, le secteur privé, les organisations de la société civile et d'autres acteurs œuvrant à l'amélioration de la T&T dans les chaînes d'approvisionnement des produits à risque pour les forêts. **La recherche a été publiée** en ligne avec un lancement public le 6 novembre 2023.

Une réunion du groupe d'action T&T a eu lieu le 7 novembre 2023 pour réfléchir aux conclusions du rapport et discuter de la manière dont cette recherche peut être utilisée pour faciliter les prochaines étapes dans ce domaine thématique.

Les 15 pays participant à la réunion ont souligné la nécessité de rendre opérationnel le rapport de recherche et certaines pistes de travail potentielles. Les discussions se poursuivront, avec quelques points focaux initialement suggérés, notamment le partage et la gestion des données ; le soutien aux acteurs en amont – tels que les petits exploitants – pour éviter qu'ils ne soient pas indûment surchargés ; le partage équitable des coûts dans la transition vers des chaînes d'approvisionnement durables ; la nécessité d'une cohérence dans les définitions, les objectifs et les responsabilités des différents acteurs des chaînes d'approvisionnement ; et des approches solides pour la vérification des données. De plus, des perspectives ont été exprimées sur l'importance de renforcer la confiance ; la nécessité de continuer à partager les leçons apprises ; et le soutien nécessaire aux pays face aux réglementations à venir. Il a également été encouragé d'intégrer les points de vue d'autres parties prenantes dans les discussions.

Chiffres clés du rapport de recherche du WRI sur les T&T

>20 ans

la trazabilidad y la transparencia se han aplicado en el sector forestal y en otros sectores

94 outils et initiatives T&T différents identifiés³ dont :

85%

ne disposent pas de preuves publiquement partagées concernant l'efficacité⁴

70%

rendre les données plus accessibles ou prêtes à la décision

80%

générer des données sur les circonstances de production ou les flux commerciaux de produits

³ Sur la base de documents accessibles au public et portant sur les six produits de base les plus associés à la disparition des forêts : huile de palme, soja, bois, bétail, cacao et café.

⁴ En empêchant la déforestation liée aux produits de base ou en soutenant d'autres effets sur l'environnement.



Recherche, développement et innovation

Les travaux sur la recherche, le développement et l'innovation (RDI) ont été axés sur le processus participatif concernant une théorie du changement (TOC) et la préparation d'une analyse documentaire concernant les partenariats de recherche.

Un atelier sur la théorie du changement de la RDI s'est tenu en février 2023 avec des participants comprenant des organisations universitaires et de recherche désignées par les pays du FACT, ainsi que des représentants du gouvernement brésilien. Ce processus a abouti à un diagramme TOC préliminaire présenté aux pays lors de la retraite du FACT et alimente les discussions stratégiques plus larges du FACT.

Un pilier central de la mise en œuvre du TOC concerne la création d'un centre d'échange d'informations et d'une stratégie de partage des connaissances, y compris des événements d'apprentissage permettant aux gouvernements de partager leurs expériences, leurs meilleures pratiques, ainsi que des outils et des méthodologies concernant l'élaboration de politiques et de programmes. Les séminaires, les visites virtuelles et la plateforme en ligne factdialogue.org joueront également un rôle important dans ce processus.

La feuille de route du FACT propose de renforcer la capacité des institutions nationales à entreprendre et à diriger des partenariats de recherche. Une analyse documentaire a été menée fin 2022 et 2023 pour étayer ce travail, en particulier en ce qui concerne la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire. Cette analyse visait à identifier (entre autres) les modalités de mise en œuvre, les facteurs d'entrave ou de promotion et les meilleures pratiques afin d'élaborer des critères pour des partenariats de recherche réussis. Il en ressort qu'en général, les partenariats de recherche ont produit des résultats et des effets bénéfiques pour les institutions et les organisations participantes. Néanmoins, plusieurs facteurs communs entravent l'efficacité des partenariats de recherche. Il s'agit notamment d'asymétrie de pouvoir, de relations inéquitables et d'un accès inégal aux ressources entre les chercheurs du Nord et ceux du Sud.

La revue de littérature sera disponible sur le site web de FACT.



Sensibilisation, événements et engagement des parties prenantes

Bien que le Dialogue FACT soit un dialogue de gouvernement à gouvernement, les participants au FACT reconnaissent l'importance de la collaboration avec la communauté des parties prenantes au sens large. Le Dialogue FACT a continué à se concentrer sur la collaboration avec des experts techniques de premier plan, des groupes de la société civile et des entreprises chaque fois que cela s'avérait pertinent pour des sujets de discussion et de recherche spécifiques dans le cadre du dialogue.

Après la retraite de mars au Royaume-Uni, un événement multipartite s'est tenu aux Kew Gardens à Londres, auquel ont participé plus de 200 représentants d'entreprises, d'ONG et de la société civile. En avril 2023, un événement multipartite du FACT a eu lieu et a permis de recueillir des informations précieuses sur les préoccupations de diverses parties prenantes, telles que la participation du FACT à des initiatives internationales, les questions relatives aux petits exploitants, la protection des droits de l'homme pour les défenseurs de l'environnement, les considérations de genre, l'inclusion des groupes de peuples autochtones et l'engagement avec le secteur privé. L'accent a également été mis sur les rôles que le FACT pourrait jouer en facilitant l'interaction entre les parties prenantes (par exemple, entre le gouvernement et la société civile), en fournissant un « espace sûr » pour l'engagement, en améliorant la compréhension mutuelle des concepts (par exemple, la durabilité), en évitant la duplication des efforts et en développant un forum pour l'échange de bonnes pratiques. À la suite de cette consultation, le secrétariat du FACT prend des mesures pour renforcer l'engagement des parties prenantes, en particulier des peuples autochtones.

Le secrétariat du FACT a également renforcé son engagement dans d'autres initiatives internationales. Fin 2022, des représentants ont participé à un événement sur l'agriculture et la durabilité, organisé par le Forum sur le commerce, l'environnement et les ODD (TESS). En mai 2023, le Secrétariat du FACT a participé à la réunion du partenariat des Déclarations d'Amsterdam, contribuant aux discussions sur la traçabilité et la transparence, l'inclusion des petits exploitants, ainsi que les partenariats et les collaborations. Des mises à jour et le partage d'informations concernant le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et le partenariat des dirigeants sur les forêts et le climat sont en cours. L'étroite collaboration avec l'initiative Trade

Hub s'est traduite par des invitations à s'exprimer sur le développement durable, le commerce et la Convention sur la diversité biologique et a débouché sur des partenariats et des collaborations lors de la consultation régionale asiatique qui se tiendra à Jakarta en septembre 2023.

En tant qu'initiative lancée dans le cadre du processus de la CCNUCC, la participation aux événements du sommet des Nations unies sur le climat a également été essentielle. Lors de la COP27 à Sharm El Sheik, en Égypte, les ministres ont souligné l'importance et la pertinence du Dialogue FACT à plusieurs reprises lors du lancement du **Partenariat des dirigeants sur les forêts et le climat** et lors du forum mondial sur les paysages. Un événement a été organisé dans le pavillon britannique, auquel ont participé des ministres de Côte d'Ivoire, du Ghana, d'Indonésie et du Royaume-Uni, ainsi que des représentants du gouvernement brésilien, et d'autres personnes intéressées et impliquées dans le Dialogue FACT. L'événement a réuni des dirigeants de grandes entreprises et marques mondiales, de la société civile et des peuples autochtones pour réfléchir aux progrès accomplis et explorer les possibilités de transformer l'ambition en action collective. Plusieurs événements organisés au pavillon indonésien de la COP27 ont mis en lumière le Dialogue FACT, notamment l'événement « Résilience climatique et

transition énergétique » sur la promotion de l'action collaborative, la poursuite de l'objectif indonésien de puits net de FOLU d'ici 2030, et le rôle des normes pour accélérer cette ambition.

Nous apprécions le travail des pays membres du FACT tout au long de l'année 2023 et nous sommes ravis de poursuivre notre collaboration. Grâce à ce soutien, nous pourrions faire avancer les priorités identifiées à T&T, organiser davantage de séminaires pour les petits exploitants, faire progresser les travaux sur la production durable et la reconnaissance des marchés dans le cadre du volet « développement du commerce et des marchés », et organiser un événement engageant en mars 2024.

En ce qui concerne les possibilités d'engagement des parties prenantes, les parties intéressées doivent contacter le secrétariat du FACT et s'assurer qu'elles s'inscrivent au **bulletin d'information du Dialogue FACT**, qui fournit des informations actualisées

Pour vous inscrire au bulletin d'information régulier du Dialogue FACT, cliquez [ici](#).





factdialogue.org

Le Dialogue FACT est un processus mené par les pays, de gouvernement à gouvernement. Le présent rapport d'étape a été élaboré par le CIFOR-ICRAF en tant que secrétariat du FACT, en consultation avec les pays participant au Dialogue FACT et sous la direction des coprésidents du FACT.